Marie-Françoise BASLEZ (dir.), *Chrétiens persécuteurs. Destructions, exclusions, violences religieuses au IV^e siècle*

Paris, Albin Michel, (« Bibliothèque Histoire »), 2014

Cécile Lanéry

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhr/8506>

DOI : 10.4000/rhr.8506

ISSN : 2105-2573

Éditeur

Armand Colin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2016

Pagination : 112-115

ISBN : 978-2-200-93059-2

ISSN : 0035-1423

Référence électronique

Cécile Lanéry, « Marie-Françoise BASLEZ (dir.), *Chrétiens persécuteurs. Destructions, exclusions, violences religieuses au IV^e siècle* », *Revue de l'histoire des religions* [En ligne], 1 | 2016, mis en ligne le 04 avril 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhr/8506> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhr.8506>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Marie-Françoise BASLEZ (dir.), *Chrétiens persécuteurs. Destructions, exclusions, violences religieuses au IV^e siècle*

Paris, Albin Michel, (« Bibliothèque Histoire »), 2014

Cécile Lanéry

RÉFÉRENCE

Marie-Françoise BASLEZ (dir.), *Chrétiens persécuteurs. Destructions, exclusions, violences religieuses au IV^e siècle*, Paris, Albin Michel, (« Bibliothèque Histoire »), 2014, 22,5 cm, 460 p., 25 €, ISBN 978-2-226-25376-7.

- ¹ Ce volume collectif est consacré aux « persécutions » dont les chrétiens du IV^e s. se seraient rendus coupables à l'encontre des païens, des juifs, mais aussi des chrétiens schismatiques ou hérétiques. Après avoir été lui-même persécuté, le christianisme se serait, dès la tolérance accordée par Constantin, révélé aussi intolérant que ses anciens adversaires. Certes, ceux-ci n'auraient pas été victimes de campagnes homicides aussi virulentes que la persécution dioclétienne, mais les premiers empereurs chrétiens auraient multiplié les mesures intolérantes à l'encontre des religions rivales, devenues peu à peu minoritaires ; cette politique aurait été soutenue à la base par des initiatives violentes, émeutes, destructions de lieux de culte, et même meurtres, avec la complicité des autorités chrétiennes. Les contributeurs de cet ouvrage ont donc mené l'enquête sur la réalité, l'extension et l'intensité de ces « persécutions » chrétiennes, avec le souci légitime de ne commettre aucun anachronisme. Leurs études de cas traitent donc aussi bien de la législation impériale que des violences religieuses qui émaillèrent ce siècle charnière.

- 2 Après une mise en perspective historiographique sur les violences chrétiennes et l'évaluation problématique de leur ampleur (B. Caseau, p. 11-36), l'ouvrage se poursuit avec une étude de P. Maraval (p. 37-62) sur la politique religieuse des empereurs chrétiens, de Constantin à Théodose (p. 58, n. 2, il faut lire « Théodose » et non « Théodore »). Intitulé « De la tolérance à la répression », ce panorama saute en réalité de Valentinien I^{er} à Théodose, sans évoquer Gratien ni Valentinien II, dont les règnes ne furent pourtant pas sans effet sur l'évolution religieuse de l'Empire (mesures de Gratien contre les païens, soutien de Valentinien II aux hérétiques homéens) ; quant à la politique répressive de Théodose, elle pourrait être nuancée : en 388, l'empereur, au nom de l'ordre public, tenta bien de réprimer les agitateurs chrétiens qui s'en étaient pris à une synagogue de Callinicum. De son côté, L. Guichard (p. 63-89), évoque les lois relatives aux hérétiques et aux païens, et s'efforce d'en mesurer le caractère oppressif : il semble en effet que les empereurs aient été bien plus sévères à l'encontre des hérétiques que des païens. Une étude précise et technique de F.-X. Romanacce (p. 91-138) analyse ensuite l'utilisation des catégories de schisme et d'hérésie dans la législation relative au donatisme (une coquille s'est glissée dans la n. 1 de la p. 100 : selon la datation haute, Mensurius est mort en 305 et non en 405).
- 3 En ce qui concerne les juifs, C. Nemo-Pekelman (p. 139-162), souligne que le législateur chrétien, sans recourir à la persécution au sens juridique du terme (qui implique des « poursuites persistantes, injustes et cruelles »), ne s'en attacha pas moins à fragiliser la situation juridique des juifs ; leur sort ne fut en tout cas pas plus enviable que celui des païens ou des sectes chrétiennes les moins inquiétées. Même si la question de la « protection » des juifs par le législateur chrétien demeure un sujet de débat, on ne saurait en aucun cas, comme le rappelle S. Morlet (p. 163-188), faire de l'antijudaïsme tardo-antique la matrice de l'antisémitisme moderne. Au IV^e s., la polémique antijuive la plus virulente était surtout dictée par des situations de concurrence religieuse. Ce constat pourrait d'ailleurs être étendu : dans la pratique, les Pères de l'Église se montrèrent généralement moins soucieux de convertir par la force leurs adversaires religieux – juifs ou païens – que d'isoler leurs ouailles des communautés rivales.
- 4 Du côté païen, justement, B. Cabouret (p. 189-219) s'intéresse au témoignage de Libanios sur les destructions de sanctuaires païens commises dans les années 380 ; ce vandalisme procédait d'initiatives privées et ponctuelles, qui surgissaient dans un climat de forte tension locale, et bénéficiaient d'une législation encore imprécise en la matière. Libanios se fit également l'écho, avec Ammien Marcellin, des procès de Rome et d'Antioche, en 371-372, diversement appréciés par l'historiographie : pour E. Soler (p. 221-254), le mobile de ces procès, qui virent la condamnation de plusieurs sénateurs et intellectuels païens, était politico-religieux ; ils auraient permis aux empereurs Valentinien I^{er} et Valens, de démanteler les réseaux de théurges néoplatoniciens, particulièrement actifs sous Julien. Cette interprétation, qui tranche avec le portrait classique de Valentinien I^{er} en souverain partisan du *statu quo* religieux, peut cependant être nuancée par l'enquête prosopographique de J. Bouffartigue (p. 255-283) : il semble en effet que les amis et collaborateurs de Julien ne firent l'objet d'aucune répression massive après la mort de l'Apostat ; ceux qui furent poursuivis furent avant tout victimes de haines politiques ou privées, et non pas religieuses.
- 5 Avec le lynchage d'Hypatie, à Alexandrie en 415, C. Martínez Maza (p. 285-310) aborde quant à elle l'un des épisodes les plus emblématiques des violences chrétiennes ; elle s'attache surtout à élucider l'étonnante apathie des autorités devant ce crime, qui

demeura impuni, tout comme d'autres violences commises dans la même ville à l'encontre des juifs ; en l'occurrence, il semble que le pouvoir central, moins soucieux des victimes que de la paix civile, se soit défaussé du règlement de l'affaire sur les autorités locales, elles-mêmes débordées par leur conflit avec le patriarche Cyrille. La politique brutale de ce dernier est ensuite l'occasion pour P. Lanfranchi (p. 311-335) d'évoquer les destructions de synagogues et leur transformation en églises : ces violences, toutefois, ne peuvent être découplées de celles qui furent commises, à la même époque, contre d'autres édifices religieux (temples païens, chapelles hérétiques) ; elles s'inscrivent d'ailleurs dans un phénomène plus large, celui du vandalisme inhérent aux périodes de conflit religieux ; les chrétiens n'en eurent d'ailleurs nullement l'apanage. Ph. Blaudeau (p. 337-360), dans le chapitre suivant, analyse la politique prosélyte et brutale d'un activiste de la cause homéousienne, Éleusios, évêque de Cyzique vers 351-383. De son côté, J. Alvar (p. 361-394), examine la disparition des cultes à mystères dans les provinces hispaniques ; comme le révèle l'archéologie, la responsabilité des chrétiens dans la destruction des lieux de culte ne saurait être invoquée de manière systématique (signalons cependant que le martyre de Justa et Rufina n'est pas relaté par le Hiéronymien, mais par une *Passion* indépendante, *BHL* 4566). Dans un chapitre très bref (p. 395-402), Y. Le Bohec, évoque l'existence de cachettes, aménagées dans des maisons privées, où les archéologues découvrirent des collections de statues païennes : pour lui, il ne fait aucun doute qu'elles y auraient été entreposées pour être préservées du vandalisme chrétien ; mais d'autres hypothèses auraient peut-être mérité l'examen : des statues pouvaient être entreposées dans un réduit par un propriétaire simplement désireux de les mettre au rebut ; et si vraiment ces réduits étaient des cachettes, s'agissait-il de protéger les statues contre des chrétiens fanatisés, ou de les mettre, plus simplement, à l'abri des voleurs ? Enfin, un dernier chapitre (C.R. Raschle, p. 403-437) évoque la lutte des chrétiens contre les pratiques divinatoires, un combat qui fut mené sur le front du débat philosophique, de la répression législative, mais aussi sur le terrain de la concurrence religieuse, avec l'essor du culte des martyrs.

- 6 Encadré par l'introduction et les conclusions de M.-F. Baslez, le volume est en outre utilement complété par une carte, un index ainsi qu'une chronologie, dans laquelle on s'étonne toutefois de ne trouver aucune mention du conflit des basiliques milanais de 386. Il aurait pourtant été assez représentatif de la complexité des situations locales, ainsi que des divergences d'interprétation entre protagonistes d'un bord opposé (la « persécution » fut-elle le fait des nicéens ou des homéens, soutenus par la cour ?). Quoi qu'il en soit, cet ouvrage n'en est pas moins de bonne tenue, il est cohérent, bien organisé, et globalement bien informé. Sur le fond, il s'avère heureusement beaucoup plus nuancé que son titre simplificateur ne le laissait envisager. L'ensemble des contributions tend en effet à montrer que s'il y eut réellement des mesures discriminatoires, des restrictions, des interdictions, et si effectivement des personnes furent inquiétées, et même parfois tuées, on ne peut à proprement parler de « persécutions », au sens juridique du terme. Les violences des chrétiens contre leurs adversaires religieux n'eurent jamais un caractère systématique et universel, et l'examen des situations particulières révèle que le facteur religieux fut souvent loin d'être seul en cause dans les épisodes conflictuels.

AUTEURS

CÉCILE LANÉRY

Institut de Recherche et d'Histoire des Textes, Paris.